

Theo Francken se justifie mais ne propose rien de neuf

MIGRANTS EN TRANSIT Le secrétaire d'État a défendu sa politique sur Facebook

► Critiqué, Francken a choisi de se défendre dans un live sur Facebook.

► Plaidant pour davantage de places en centres fermés, il renvoie la balle : ses adversaires n'auraient pas d'autres solutions à proposer.

En plein maelström politico-médiatique, Theo Francken, adepte des réseaux sociaux, s'est prêté à quarante minutes de réponses aux questions de citoyens, ce mercredi midi, dans un Facebook live. Prévu depuis la semaine dernière, ce rendez-vous virtuel se tenait au lendemain du rappel à l'ordre du Premier ministre qui, mardi, sommait le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration de fournir des propositions concrètes et efficaces dans le dossier des migrants en transit et du parc Maximilien, d'ici le conseil des ministres de ce vendredi.

Face caméra, Theo Francken a donc commencé par revenir sur les faits à l'origine de ce recadrage. A savoir la libération, la semaine dernière, de deux cents sans-papiers pour faire de la place en centres fermés à des migrants en transit. Si le secrétaire d'État s'est défendu de ce choix, il a dû reconnaître que trente-deux des migrants libérés avaient bien eu à faire à la justice par le passé - une information révélée après leur libération et qui lui a valu de nombreuses critiques ces derniers jours, y compris au sein de la majorité.

Le ton de la vidéo est donné : le cœur du problème, ce sont bien ces « trans-migrants », « qui ne veulent pas rester sur le territoire belge » et cherchent à rejoindre l'Angleterre.

Augmenter les places en centres fermés

Pour Theo Francken, la solution consiste à les enfermer... et donc à trouver plus de places en centres fer-

més. Répondant, à demi-mot, à la pique de Charles Michel, le secrétaire d'État a rappelé que son « Masterplan centres fermés », approuvé en mai 2017 par le gouvernement, a permis une augmentation du nombre de places (de 470 à 600) et prévoit la création de deux autres centres, stratégiquement localisés à Anvers et Charleroi.

Parmi les autres solutions mises sur la table : un travail étroit avec le Royaume-Uni pour mieux sécuriser le port de Zeebruges, un renforcement des actions de police et davantage de campagnes en ligne « avec un message clair : la Belgique n'est pas le bon pays pour les migrants en transit ».

« Ce n'est pas agréable, mais c'est le plus logique et réaliste », a-t-il ajouté, soulignant qu'aucune alternative n'était proposée par tous ses opposants jugeant sa politique trop « hard ».

Favoriser les demandes d'asile

« Faux, rétorque Mehdi Kassou. Nous plaçons, par exemple, pour la création d'un centre d'accueil et d'orientation, comme celui mis en place par la France après le démantèlement de la Jungle de Calais. » Pour le porte-parole de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, un tel dispositif permettrait d'augmenter le recours aux solutions légales pour les migrants. « En France, 40 % des migrants passant par ce dispositif demandent l'asile et 15 à 20 % activent d'autres recours, comme le règlement de Dublin ou le retour volontaire. Ce sont donc 60 % qui ne reprennent pas la route de façon illégale. »

Autre solution proposée par la Plateforme et les ONG : appliquer la clause de souveraineté, prévue par le règlement de Dublin, permettant à un pays européen d'accorder l'asile à un migrant en mesure de prouver sa présence sur le territoire dans un laps de temps donné (via un titre de transport, un certificat médical...) et lui éviter ainsi d'être renvoyé dans son premier pays de passage en Europe. « Si la Belgique appliquait cette clause, la moitié des personnes en situation irrégulière à

Bruxelles demanderaient l'asile », assure Mehdi Kassou.

La crainte d'un « appel d'air » a jusqu'ici motivé le refus du gouvernement de donner suite à ces propositions. Dans son communiqué de mardi, le Premier ministre appelait pourtant les migrants à demander l'asile en Belgique pour lutter contre le phénomène de la transmigration. Mais Theo Francken semble, lui, plus inspiré par la politique migratoire australienne du « no way », dont il a à nouveau vanté les mérites sur Facebook - appelant à « en finir définitivement avec l'immigration illégale » pour « sauver Schengen ».

Il faudra attendre vendredi pour savoir si le secrétaire d'État parviendra à proposer d'autres solutions qu'une simple augmentation du nombre de places en centres fermés. ■

CLARA VAN REETH

PLATEFORME CITOYENNE

Alexis Deswaef, nouvel administrateur

La Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés a élu, lors de son assemblée générale lundi, Alexis Deswaef comme nouvel administrateur, indique-t-elle mercredi. La Plateforme précise que l'expertise et l'expérience de celui qui est avocat au barreau de Bruxelles lui permettra de renforcer sa compréhension des défis rencontrés quotidiennement dans sa mission d'accompagnement et d'orientation sociojuridique des primo-arrivants. « Depuis ses débuts, j'admire tout le travail réalisé par la Plateforme, par ses bénévoles et par les citoyens solidaires qui hébergent des migrants. Au quotidien, ces citoyens s'engagent concrètement pour le respect des droits humains de personnes fragilisées par une route migratoire extrêmement dangereuse. S'il n'y a pas de deuxième Calais à Bruxelles, c'est grâce à la Plateforme et non pas à cause de l'action du gouvernement », déclare Alexis Deswaef, qui fut à la tête de la Ligue des droits de l'homme de 2011 jusqu'au mois de mai dernier. (b)